2e circonscription de Seine-St-Denis



Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs

Ligue communiste révolutionnaire

Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs

Travailleuses, travailleurs, jeunes,
Vous voulez que ça change !

La hantise du licenciement, des accidents de travail, de la maladie. L'angoisse des fins de mois. Le cauchemard du chômage (43 000 chômeurs en Seine-Saint-Denis), la recherche épuisante d'un emploi introuvable. Les femmes opprimées, confinées aux travaux ménagers, « interdites » d'emploi, (fermeture d'entreprises de l'électronique comme Pigmy-Radio, utilisation d'intérimaires à Jeumont-Schneider) de salaire, d'indépendance, considérées souvent comme de simples objets sexuels, méprisées, très souvent victimes d'agressions et de viols.

Les jeunes, étouffés à l'école, à l'usine, à l'armée, écœurés par cette société sans fraternité, sans idéal, condamnés à la rivalité, à la course au fric ou à la marginalité désespérante ;

Les immigrés, déportés, surexploités, réprimés, expulsés. Les soldats encasernés, bâillonnés.

Les malades, les vieux, isolés, oubliés.

Toute la population laborieuse condamnée à la soumission, sans pouvoir, sans droit sur la production, ses conditions de travail et son cadre de vie.

Cette grande misère, c'est ce que la droite appelle le « bon choix » !

Au premier comme au second tour, vous ne donnerez pas une voix aux candidats bourgeois ; au second tour, pour les battre, vous voterez pour le candidat du parti ouvrier le mieux placé.

Au premier tour, vous voterez pour vos revendications, contre toute austérité, contre la division, pour l'unité ouvrière.

Allez-vous cautionner F. Mitterrand qui explique qu'il faut « gérer la crise » et que les travailleurs devront encore consentir à des sacrifices ? Non !

Certes, G. Marchais dénonce vigoureusement toute « austérité de gauche » ; mais si le PC et le PS promettent tous deux le SMIC à 2 400 F — ce qui est une bonne chose — ni l'un ni l'autre ne s'engagent fermement sur l'échelle mobile des salaires et des retraites.

Ils promettent de réduire progressivement le chômage, mais ne s'engagent pas à réduire immédiatement la semaine de travail à 35 heures, sans diminution de salaire ; pourtant la semaine de 35 h, c'est du travail pour toutes et pour tous et c'est un peu de temps pour vivre. En 1936 déjà, les travailleurs avaient conquis les 40 heures, plus de 40 ans après, ce sont les 35 heures qu'il faut, tout de suite, vers la semaine de 30 heures.

Georges Marchais dénonce la volonté de Mitterrand de gérer la crise comme le font les socialistes portugais et allemands ; mais il refuse de se prononcer quand il s'agit de l'Espagne ou de l'italie où le PC soutient activement la politique d'austérité des gouvernements de droite.

Alors le 12 mars, vous direz :

Oui au SMIC à 2 400 F et à l'échelle mobile des salaires.
Oui à un emploi pour toutes et pour tous.
Oui à la semaine de 35 heures.
Non à toute austérité.

PS et PC s'accusent mutuellement de vouloir collaborer avec la droite ; ils n'ont pas de mots assez durs l'un pour l'autre ; mais le PS pactise avec les notables radicaux de gauche, champions de la « liberté d'entreprendre » qui n'est que « la liberté d'exploiter » ; et le PC se « désiste » au premier tour, sans condition, pour les gaullistes dits de progrès qui pendant vingt ans n'ont cessé de porter des coups aux travailleurs... Mais le PC refuse de s'engager au désistement réciproque au second tour pour le PS alors que ne pas se désister pour le candidat du parti ouvrier le mieux placé, c'est assurer la victoire électorale des partis bourgeois.

Mitterrand et Marchais ne cessent de se quereller, mais ils sont d'accord pour garder Giscard en lui laissant l'essentiel des pouvoirs que lui confère la Constitution de 1958 née d'un coup d'Etat gaulliste.

Alors, vous direz à Mitterrand et à Marchais : Assez de division ! Oui à l'unité ouvrière ! Réservons nos coups à la droite !
Pas question de collaborer avec Giscard et les partis bourgeois, quels qu'ils soient !

Alors, le 12 mars, vous voterez pour que ça change vraiment.

Aujourd'hui, les travailleuses et les travailleurs n'ont aucun droit de décision à l'usine et dans la cité ; ils sont les « exclus » de la vie sociale et politique.

Comment la vie peut-elle changer pour les femmes si n'est pas garantie l'égalité effective avec les hommes en matière de salaires, d'emploi, de formation, si ne sont pas créés des équipements sociaux nombreux et de qualité, si l'avortement n'est pas libre et gratuit, si le droit à disposer librement de leur corps n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer pour les soldats si le service militaire n'est pas réduit à six mois, si les transports ne sont pas gratuits, s'ils n'ont pas de droits démocratiques, en particulier le droit d'organisation syndicale ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleuses et les travailleurs s'ils n'ont pas un droit de veto sur les licenciements, les cadences, l'hygiène, la sécurité et s'ils n'ont pas un droit de contrôle sur la pollution, l'urbanisme et la santé ?

Comment la vie peut-elle changer pour les jeunes si la formation n'est pas gratuite et unique jusqu'à 18 ans pour toutes et pour tous, si leur indépendance matérielle n'est pas assurée et si leur droit à des activités sociales et culturelle autonomes n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer pour les minorités nationales (corse, bretonne, occitane, alsacienne, basque...) si elles n'ont pas le droit effectif de vivre et travailler au pays, d'élire leurs représentants et parler leur langue ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs immigrés s'ils n'ont pas les mêmes droits sociaux et politiques sans restrictions que les travailleurs français ?

Quel changement pour les populations des TOM-DOM si leur droit à l'autodétermination n'est pas reconnu ?

Quel changement si est conservée la force de frappe contre laquelle a lutté pendant vingt ans le mouvement ouvrier et que dénoncent toujours la CFDT et la CGT.

Quel changement si le PC et le PS poursuivent le programme électronucléaire qui menace la santé des travailleurs et des populations ?

Au premier tour, vous voterez pour les solutions ouvrières à la crise.
Pour le contrôle ouvrier.
Pour l'autogestion socialiste.

PS et PC se querellent violemment sur les filiales ; mais elles ne représentent que 0,07 % des entreprises françaises ; et dans les deux versions 85 % de la production échappe au secteur public ; c'est-à-dire que l'économie restera une économie régie par la loi du profit avec à la clé le gaspillage et la crise.

D'ailleurs, Mitterrand et Marchais le disent : « Nous ne proposons pas le socialisme ». Nous, au contraire, nous disons : pour sortir de la crise du capitalisme, il faut s'appuyer sur la mobilisation, les capacités d'inititatives et de contrôle des travailleurs, il faut nationaliser (sans indemnité pour les riches) tous les secteurs clés de l'économie. Il faut planifier la production selon le besoin des travailleurs ; il faut marcher résolument vers l'autogestion socialiste.

Le PS et le PC doivent s'engager à former ensemble un gouvernement qui aille dans cette voie, rompant avec Giscard, satisfaisant nos revendications, s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs.

Voilà pourquoi le 12, vous voterez pour :

Pascale Sarolea (candidate)
enseignante.

Jean-Marc Bourquin
conducteur offset, suppléant.

Présentés par la Ligue communiste révolutionnaire

sur la liste :
Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs.

IMPRIMERIE ROTOGRAPHIE